

Luxembourg, le 06.04.2020

Chère cliente, Cher client,

Contre toute attente, le Covid-19 est parvenu à se frayer un passage jusqu'en Europe. Le 8 mars 2020, face à l'explosion de cas, l'Italie décide de mettre plusieurs régions en confinement total avant d'étendre la mesure à l'ensemble du territoire. La France suit le 17 mars, la Belgique, le 18 mars et le Luxembourg emboîte le pas. Sur une dizaine de jours, l'ensemble de l'Europe se retrouve à l'arrêt.

Le Covid-19 semble tout faucher sur son passage : des vies humaines, les interactions sociales, les habitudes. Plus encore, le Covid-19 provoque un raz-de-marée au sein des entreprises, celles-ci se retrouvant soit dans l'obligation de fermer, soit dans l'obligation de réduire le rythme de leurs activités.

Afin de limiter les conséquences économiques de la crise Covid-19, le gouvernement luxembourgeois prend une série de mesures d'aide et de soutien. Cependant, la levée du confinement n'est pas à l'ordre du jour. Le confinement risque de durer.

Bien que la question du déconfinement soit désormais à l'ordre du jour, il est plus que jamais requis d'**AGIR** pour assurer la pérennité de votre entreprise.

Fidupar, dont l'objectif est de vous offrir des pistes de réflexion mais aussi des solutions concrètes, vous propose :

1. De parcourir l'ensemble des mesures existantes à ce jour (13 actions répertoriées ci-après) (p. 3-15)
2. D'établir un plan de trésorerie pour le deuxième trimestre 2020 et/ou pour l'année 2020 (p. 16)

Dans les faits, le plan de trésorerie vous permettra de mieux suivre l'équilibre financier de votre entreprise et l'évolution de ses liquidités au cours des prochains mois dans cet environnement chahuté.

D'ores et déjà, nous vous invitons à parcourir ce document et prendre contact avec votre gestionnaire de dossier le plus rapidement possible.

Frédéric Collot
Directeur

Nicolas Montagne
Directeur

Table des matières

Introduction

A.	Mesures étatiques et paraétatiques	3
1	En matière sociale	3
a)	Le chômage partiel	3
b)	Les congés exceptionnels	4
1.	Le congé pour raisons familiales	4
2.	Le congé pour soutien familial	4
c)	Le paiement de la sécurité sociale	5
2	En matière de TVA	6
3	En matière de fiscalité des sociétés	7
4	Aides financières étatiques.....	8
a)	Demande d'avance remboursable (500.000 €)	8
b)	Demande de subvention non remboursable (5.000 €)	9
B.	Dépenses structurelles (Banques et Propriétaires)	10
1	Gestion de vos crédits	10
2	Gestion de vos loyers	11
C.	Relations Clients - Fournisseurs.....	12
1	Gestion de vos créances clients	12
2	Gestion des dettes fournisseurs	13
D.	Relation du chef d'entreprise à son actionnaire et à lui-même	14
1	Gestion des relations avec vos actionnaires	14
2	Participation du chef d'entreprise à l'effort collectif	15
E.	Annexe 1 : Modèle de plan de trésorerie	16

A. Mesures étatiques et paraétatiques

1 En matière sociale

a) Le chômage partiel

<u>Action</u>	Introduction des demandes de chômage partiel pour cas de force majeure et des déclarations de créance mensuelles, par la suite.
<u>Moment du choix</u>	Au plus vite.
<u>Critères à suivre</u>	Mesure destinée aux entreprises établies au Luxembourg, dans l'impossibilité d'exercer leur activité habituelle.
<u>Impacts Trésorerie</u>	Remboursement par l'ADEM de l'indemnité de compensation (80% du salaire normalement perçu par chaque salarié), endéans 2 ou 3 semaines.
<u>Base légale</u>	Code du travail, art. L532-1 et sv.

b) Les congés exceptionnels

1. LE CONGE POUR RAISONS FAMILIALES

<u>Action</u>	Gestion des congés pour raison familiale pour enfants de moins de 13 ans.
<u>Moment du choix</u>	Au plus vite.
<u>Critères à suivre</u>	Action à prendre dans le chef des entreprises au sein desquelles des salariés demandent des congés pour raison familiale.
<u>Impacts Trésorerie</u>	Assimilation du congé du salarié à une période d'incapacité de travail pour cause de maladie ou d'accident. Remboursement par la Mutualité de l'ensemble de la charge salariale globale.
<u>Base légale</u>	Code du travail, art. L234-50 et sv.

2. LE CONGE POUR SOUTIEN FAMILIAL

<u>Action</u>	Gestion des congés pour soutien familial (visant à assister une personne âgée ou un majeur en situation d'handicap).
<u>Moment du choix</u>	Au plus vite.
<u>Critères à suivre</u>	Action à prendre dans le chef des entreprises au sein desquelles des salariés demandent des congés pour raison familiale.
<u>Impacts Trésorerie</u>	Assimilation du congé du salarié à une période d'incapacité de travail pour cause de maladie ou d'accident. Remboursement par la Mutualité de l'ensemble de la charge salariale globale.
<u>Base légale</u>	Règlement grand-ducal du 3 avril 2020 portant introduction d'un congé pour soutien familial dans le cadre de la lutte contre le Covid-19.

c) **Le paiement de la sécurité sociale**

Action

Prise en compte des assouplissements offerts en termes de paiement de la sécurité sociale :

- Suspension du calcul des intérêts moratoires pour les retards de paiement ;
- Suspension de la mise en procédure de recouvrement forcé des cotisations ;
- Suspension de l'exécution de contraintes par voie d'huissier de justice ;
- Suspension des amendes à prononcer à l'encontre d'employeurs présentant des retards en matière de déclarations à effectuer auprès du CCSS.

Moment du choix

A partir du 01/04/2020 et jusqu'à nouvel ordre.

Critères à suivre

Action à prendre dans le chef de l'entreprise se trouvant dans une situation précaire et souhaitant mieux organiser le paiement de ses cotisations sociales. Notez cependant que l'entreprise module les paiements mais n'est pas dispensée de payer.

Base légale

Décision prise par le Conseil d'Administration du CCSS.

2 En matière de TVA

<u>Action</u>	Etablissement des déclarations TVA périodiques 2020.
<u>Choix à opérer</u>	<p>Le choix consiste à déposer la déclaration dans le délai habituel ou profiter des tolérances administratives actuelles et donc, postposer le dépôt.</p> <p>Cela revient à payer la TVA immédiatement ou postposer le paiement de la TVA.</p>
<u>Moment du choix</u>	Au plus vite.
<u>Critères à suivre</u>	<p>Gestion en bon père de famille de la société et souhait d'en assurer la pérennité, dans le cadre de la crise du Covid-19.</p> <p>Respect des instructions/tolérances données par l'Administration de la TVA.</p>
<u>Impacts Trésorerie</u>	A calculer.

3 En matière de fiscalité des sociétés

Action

Introduction d'une demande :

- D'annulation de paiement des avances trimestrielles fiscales **IRC/ICC** (2^{ème} trimestre, à savoir mai & juin 2020)
- De report de paiement de l'impôt IRC/ICC échu suivant un bulletin d'impôt émis après le 29 février

Notez que les mesures d'annulation ne s'appliquent pas à l'impôt sur la fortune ni aux retenues d'impôt sur salaires.

Ces mesures s'appliquent dans le cas où la collectivité connaît des problèmes de liquidité dus au Covid-19.

Moment du choix

Choix à opérer au plus tard au début du mois de mai 2020 pour l'annulation des avances et au moment de l'émission du bulletin pour le report de paiement

Critères à suivre

Gestion en bon père de famille de la société et souhait d'en assurer la pérennité, dans le cadre de la crise du Covid-19.

Respect des instructions/tolérances données par l'Administration des contributions.

Impacts Trésorerie

A calculer.

4 Aides financières étatiques

a) Demande d'avance remboursable (500.000 €)

<u>Action</u>	Introduction d'une demande d'avance remboursable.
<u>Moment du choix</u>	-Au plus vite et avant le 15/08/2020.
<u>Coûts admissibles</u>	Frais de loyer plafonnés (10.000 € mensuel) et frais de personnel. Aides limitées cependant : 50% des coûts admissibles – 500.000 € au total.
<u>Critères à suivre</u>	-Action à prendre dans le chef des entreprises menacées par des problèmes financiers liés au Covid-19. Le demandeur doit être une PME, une grande entreprise ou un indépendant. Les activités du demandeur doivent relever des secteurs visés par loi du 3 avril 2020.
<u>Impacts Trésorerie</u>	A calculer.
<u>Base légale</u>	Loi du 3 avril 2020 relative à la mise en place d'un régime d'aides en faveur des entreprises en difficulté financière temporaire et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2014

b) Demande de subvention non remboursable (5.000 €)

<u>Action</u>	Introduction d'une demande de subvention non remboursable, immédiate, exempte d'impôts (5.000 €).
<u>Moment du choix</u>	Au plus vite.
<u>Coûts admissibles</u>	N/A
<u>Critères à suivre</u>	<p>Entreprise demanderesse de maximum 9 employés (emplois équivalents temps plein) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • En possession d'une autorisation d'établissement valable (délivrée avant le 18/03) ; • Réalisant un chiffre d'affaires annuel d'au moins 15.000 € ; • Dont l'activité a dû être interrompue suite à l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal du 18/03/2020.
<u>Impacts Trésorerie</u>	Encaissement de 5.000 €.
<u>Base légale</u>	Règlement grand-ducal du 25 mars 2020 ayant pour objet la mise en place d'une indemnité d'urgence certifiée en faveur de certaines micro-entreprises dans le cadre de la pandémie Covid-19.

B. Dépenses structurelles (Banques et Propriétaires)

1 Gestion de vos crédits

<u>Action</u>	Demande de suspension des remboursements du capital/intérêts des crédits habitation et/ou professionnels (initiative à prendre par le débiteur).
<u>Critères à suivre</u>	<p>Action à prendre dans le chef des entreprises menacées par des problèmes financiers liés au Covid-19.</p> <p>Gestion en bon père de famille de la société et souhait d'en assurer la pérennité, dans le cadre de la crise du Covid-19.</p> <p>Adaptation à la politique adoptée par la banque, en l'absence de lignes de conduites prises à l'échelle bancaire nationale.</p>
<u>Moment du choix</u>	Au plus vite et avant de se retrouver dans l'incapacité d'honorer les crédits.
<u>Impacts Trésorerie</u>	Report des remboursements.

2 Gestion de vos loyers

<u>Action</u>	Demande à introduire auprès des bailleurs, en vue de suspendre/étaler/reporter le paiement des loyers (initiative à prendre par le débiteur).
<u>Moment du choix</u>	Au plus vite et de préférence, avant l'échéance des loyers.
<u>Critères à suivre</u>	<p>Action à prendre dans le chef des entreprises menacées par des problèmes financiers liés au Covid-19.</p> <p>Gestion en bon père de famille de la société et souhait d'en assurer la pérennité, dans le cadre de la crise du Covid-19.</p> <p>Prise en compte des besoins de liquidités du bailleur.</p> <p>Mise en avant des idées avancées par certains acteurs de la place.</p>
<u>Impacts Trésorerie</u>	A calculer, en fonction des accords conclus avec les bailleurs.

C. Relations Clients - Fournisseurs

1 Gestion de vos créances clients

<u>Action</u>	Envoi de rappels de paiements individualisés et mise en place de ressources matérielles et humaines pour mieux gérer les impayés.
<u>Moment du choix</u>	A l'échéance des factures échues.
<u>Critères à suivre</u>	Diplomatie / souplesse mesurée / rigueur. Préservation des relations commerciales. Prise en compte des difficultés financières des clients, en raison du Covid-19.
<u>Impacts Trésorerie</u>	Encaissement des créances à échéance ou étalées. Prévisions de trésorerie réalistes.

2 Gestion des dettes fournisseurs

<u>Action</u>	Envoi de lettres <u>spontanées</u> afin d'informer les fournisseurs des problèmes de trésorerie et demander la mise en place d'un plan d'apurement.
<u>Moment</u>	Au plus vite, si la situation en termes de liquidités est tendue.
<u>Critères à suivre</u>	<p>Diplomatie / souplesse mesurée.</p> <p>Préservation des relations commerciales.</p> <p>Prise en compte des difficultés financières des fournisseurs, en raison du Covid-19.</p>
<u>Impacts Trésorerie</u>	Prévisions de trésorerie réalistes et soutenables.

D. Relation du chef d'entreprise à son actionnaire et à lui-même

1 Gestion des relations avec vos actionnaires

<u>Action</u>	Informer le conseil d'administration de la société de l'impact de la crise du Covid-19 sur les finances de la société, en cas de distribution de dividendes.
<u>Choix à opérer</u>	Demander, le cas échéant, l'annulation de la distribution de dividendes (liés au bilan 2019), sa réduction (50%) ou un report du paiement de ces dividendes (si distribués) au second semestre 2020 (plan d'apurement).
<u>Moment du choix</u>	Au plus vite. Au plus tard au moment de l'arrêt des comptes 2019 ou lors de l'émission par le réviseur de son projet de rapport relatif aux comptes 2019.
<u>Critères à suivre</u>	Gestion en bon père de famille de la société et souhait d'en assurer la pérennité, dans le cadre de la crise du Covid-19. Nous attirons l'attention sur le fait que l'état, en cas d'octroi d'aide aux entreprises, pourrait recommander aux actionnaires la non-distribution de dividendes en 2020.
<u>Impacts Trésorerie</u>	A calculer.

2 Participation du chef d'entreprise à l'effort collectif

<u>Action</u>	<p>Possibilité, pour le chef d'entreprise, de réduire temporairement ses revenus ou ses avantages en nature, en vue de participer à l'effort collectif.</p> <p>Organisation des remboursements par les actionnaires et administrateurs des éventuelles dettes qu'ils auraient vis-à-vis de leur société.</p>
<u>Moment du choix</u>	Au plus vite.
<u>Critères à suivre</u>	Gestion en bon père de famille de la société et souhait d'en assurer la pérennité, dans le cadre de la crise du Covid-19.
<u>Impacts Trésorerie</u>	A calculer.

E. Annexe 1 : Modèle de plan de trésorerie

COMPAGNIE LUX

Trésorerie 2020

Trésorerie début de mois	janv-20 (EUR)	févr-20 (EUR)	mars-20 (EUR)	avr-20 (EUR)	mai-20 (EUR)	juin-20 (EUR)	jul-20 (EUR)	août-20 (EUR)	sept-20 (EUR)	oct-20 (EUR)	nov-20 (EUR)	déc-20 (EUR)
Total Cash IN	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes clients	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Loyers perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Remboursements sociaux (chômage partiel, congés spéciaux,...)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Remboursements créances fiscales et TVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Encaissement de subventions & aides étatiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Injectons de fonds des actionnaires et autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dividendes perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total Cash OUT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Paiements des salaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Paiements des autres dettes sociales (CCSS/CNS, Impôts/salaires,...)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Paiements dettes TVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Paiements des avances fiscales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Remboursements prêts bancaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Loyers versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Depenses Fournisseurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dividendes payés et paiements de la Direction	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Trésorerie nette en fin de mois	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00